

Pessimisme sur la Conférence de Copenhague



A trois mois de la conférence de Copenhague, qui devrait remplacer les protocoles de Kyoto, c'est le pessimisme qui l'emporte. La semaine de négociations qui s'est achevée à Bonn vendredi 14 août, dans le cadre de la Convention de l'ONU sur le changement climatique, n'a pas avancé d'un pouce.

La centaine d'Etats présents à Bonn n'a pas progressé sur le texte en négociation.

Pays riches à la traine

Les pays du Sud reprochent aux pays développés de ne pas faire suffisamment d'efforts. Par exemple, en début de la conférence, la Nouvelle-Zélande fixait ses objectifs de réduction d'émissions pour 2020 de 10 % à 20 % par rapport à 1990, alors que 25 % à 40 % est considéré comme nécessaire pour les pays riches.

Cerise sur le gâteau, le Parlement australien a rejeté jeudi un projet de loi créant un marché des émissions.

Pour enfoncer le clou, le secrétariat de la Convention (UNFCCC) [online usa casino](#) a publié mardi un document montrant que les engagements de réduction par les pays développés n'étaient en moyenne pour 2020 que de 15 % à 21 %, compte non tenu des Etats-Unis qui, eux, n'envisagent pas de réduction en 2020 par rapport à 1990.

L'ambassadeur de Chine, Yu Qingtai, a déclaré à l'agence Reuters : "Il y a eu un sentiment général de mécontentement quant au niveau d'efforts des pays développés. Encore plus préoccupant, la persistance et même le renforcement de la tendance à essayer de faire porter la charge des efforts sur les pays en développement".

Force des lobbies

Les USA donneront le ton. Si le projet de loi sur le climat de Barak Obama a déjà passé la Chambre des représentants, bien que notablement affaibli, le Sénat sera plus difficile. Selon le [Centre for Public Integrity](#), plus de 1'100 groupes (ONG patronales et entreprises) ont dépêché leurs lobbyistes pour influencer les sénateurs.

L'administration Obama doit être attentive à ne pas aller trop loin dans les négociations internationales, ce qui pourrait heurter son opinion publique.

Septembre donnera aux politiques d'autres occasions d'agir : Forum des économies majeures, puis assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre, et G20 à Pittsburgh, aux Etats-Unis, les 24 et 25 septembre.